

- Son Excellence Monsieur le  
Gouverneur de la Ville de Kinshasa ;  
- Honorables Députés Provinciaux,  
Elus de Kalamu ;  
✓ - Son Excellence Monsieur le Vice-  
Gouverneur de la Ville de Kinshasa ;  
✓ - Monsieur le Procureur de la  
République près le TGI/KALAMU ;  
✓ - Monsieur le Bourgmestre de la  
Commune de Kalamu ;  
- Madame le Chef de Quartier  
Matonge II.  
(Tous) à Kinshasa

A Son Excellence Monsieur le Ministre de  
l'Urbanisme et Habitat  
à Kinshasa/LINGWALA

Objet : Signature d'un contrat des travaux  
sur le domaine public de l'Etat à Matonge.  
*Graves violations des lois de la République*

Excellence Monsieur le Ministre,

Par la présente, nous venons auprès de votre  
autorité porter à votre attention et connaissance des faits graves de violation des lois de la  
République relatives à l'aménagement, utilisation ou occupation d'un espace ou terrain  
relevant du domaine public de l'Etat.

Pour rappel, un bien de la République  
Démocratique du Congo, qui est affecté à usage public et soumis à un régime particulier qui  
le protège, se trouvant sur l'avenue du Stade au Quartier Matonge vient d'être cédé sur  
contrat à une société privée dénommée SOCODECO par la Société Congolaise des Postes et  
Télécommunications.

Un Contrat assis sur un fond foncier qui est  
couvert par l'article 10 non modifié de la Loi n° 73-021 du 20 juillet 1973 portant régime  
général des biens, régime foncier et immobilier et régime des suretés telle que modifiée et  
complétée par la Loi n° 80-008 du 18 juillet 1980 qui stipule que « **Les biens de l'Etat qui  
sont affectés à un usage ou à un service public sont hors commerce, tant qu'ils ne sont pas  
régulièrement désaffectés.** » et n'ayant subi ou obtenu une quelconque autorisation  
expresse de votre autorité. Mais, la Société Congolaise des Postes et Télécommunications  
cosignataire de ce contrat et prétendant propriétaire de cet espace exhibe une autorisation  
de bâtir établie par vos services en contradiction avec le Manuel des procédures d'octroi du  
permis de construire en République Démocratique du Congo à son point 4.1 qui stipule que  
« .... avant d'entreprendre une construction, l'on doit se rassurer que l'on dispose d'une  
parcelle de terre sur laquelle sera implanté le projet et le maître d'ouvrage (qui est la poste  
dans ce dossier) doit demander un avis urbanistique ou un certificat d'urbanisme qui  
atteste de la régularité de l'existence de la parcelle et de sa disponibilité à recevoir une  
construction ». L'espace convoité abrite un Marché Municipal, un Marché Public de l'Etat